

Exemptions personnelles

sant de personnes dans des domaines de plus en plus compliqués. Cela n'est pas sans susciter des pensées troublantes sur notre déficience individuelle. L'individu, qui veut apporter sa contribution à la société, s'aperçoit qu'elle est entourée d'organismes de toutes sortes et de plus en plus complexes. Nous vivons dans un monde de gouvernements et d'entreprises qui semblent entièrement préoccupés d'expansion et de consolidation. Personne, monsieur l'Orateur, de l'ouvrier au président de la plus grande corporation, n'est un travailleur isolé. Chacun fait partie d'une organisation, s'acquiesce de sa mission, donne ou reçoit des instructions ou travaille avec d'autres. En plus de l'individu, il y a la famille qui est la cellule vitale de notre société, qui, elle aussi, a des droits comme tels et qui méritent d'être reconnus dans la réalité afin d'en permettre son épanouissement.

De nos jours, les bases mêmes de la famille sont ébranlées de tous les côtés. Le système économique actuel oblige un très grand nombre de femmes mariées, de mères de famille, à aller travailler à l'extérieur du foyer pour y chercher un revenu en vue de permettre à la famille de vivre des possibilités modernes, sans quoi, elle s'endette à droite et à gauche pour toutes sortes de raisons aussi valables les unes que les autres.

Qui contestera, monsieur l'Orateur, à une famille le droit de posséder sa maison, qu'elle soit bien meublée, bien chauffée, bien éclairée, avec en plus un petit jardin, quelques arbres et une pelouse, durant les beaux jours? Si cela est bon pour la famille du président d'une grande corporation, pourquoi cela serait-il moins bon pour la famille de l'employé de cette même corporation? Pourquoi, de nos jours, ce problème de garderies d'enfants, parce que la maman est obligée de sortir du foyer pour aider le papa à gagner le pain quotidien, à payer l'éducation des enfants, à payer le loyer ou la maison? J'ai bien hâte de voir le jour où l'on comprendra véritablement le noble rôle de la mère de famille et que l'on reconnaîtra à elle aussi le droit à une récompense pour son travail, même au foyer. Pour cela, il faudrait adopter une loi qui autoriserait l'État à garantir un certain revenu à la maman, revenu qui s'ajoutera au salaire du papa pour assurer à chacun des membres de la famille la satisfaction à ses besoins essentiels.

Si les mamans et les épouses, qui travaillent actuellement à l'extérieur du foyer par obligation, avaient l'assurance d'un tel revenu au foyer, je suis convaincu qu'elles seraient heureuses de laisser leur emploi, ce qui permettrait à un grand nombre de jeunes filles et de jeunes hommes d'avoir accès au travail.

Je trouve qu'il n'y a rien de plus épouvantable que d'obliger la maman à aller travailler à l'extérieur du foyer, alors que de grands garçons et de grandes filles sont en chômage au foyer et parfois hésitent à partager les dépenses de l'entretien du foyer.

Ces situations, monsieur l'Orateur, n'ont pas toujours existé. Il fut un temps que, dès qu'un membre de la famille pouvait gagner sa vie, cela lui était possible. Mais en raison du progrès, de la mécanisation sous toutes ses formes, le travail manuel est de moins en moins utilisé. Les compagnies, les entreprises privées de toutes sortes, même les gouvernements, dès qu'ils ont la possibilité de remplacer le travail de l'homme par le travail d'une machine, le font, et cela sous toutes sortes de prétextes tels que l'économie, l'efficacité, et le reste.

C'est ce qui contribue dans une certaine mesure à augmenter d'année en année le nombre des sans-travail. Ah, je sais bien, monsieur l'Orateur, qu'un certain nombre de personnes n'aiment pas le travail, mais c'est par nos lois

qui tendent toujours à maintenir le *statu quo* dans notre système économique, surtout du côté de la distribution, que les gouvernements encouragent un tel état de choses, et ces mêmes gouvernements essaient ensuite par toutes sortes de mesures inefficaces, de réduire le nombre des sans-travail sans pouvoir y réussir.

Je dis qu'on n'y réussira jamais. Je ne suis pas économiste et je ne veux pas l'être non plus. Cependant, je ne suis pas aveugle, et cela ne servira à rien de vivre un certain nombre d'années si on ne parvient pas à découvrir que nous tournons en rond à cause des formules économiques actuelles. C'est toujours à recommencer.

Si nous voulons aller de l'avant et vivre dans une société plus juste et plus paisible, il va falloir assurer à l'individu et à la famille des revenus correspondant à leurs besoins. Un des moyens pour augmenter les revenus des individus et des familles, c'est de leur laisser une plus grande part de leurs revenus gagnés quotidiennement.

Si c'est bon pour une compagnie d'avoir assez de revenus pour payer les dépenses et réaliser des profits, plus la réserve, il serait également bon pour l'individu et la famille d'avoir assez de revenus pour payer les dépenses normales, et de permettre à celle-ci de se faire une certaine réserve sous forme d'économies.

Pour cela, il est urgent que la loi de l'impôt sur le revenu des particuliers soit changée de manière à augmenter l'exemption de base à \$5,000 par année, et dans les circonstances actuelles, qui sont inflationnistes et qui ont changé énormément depuis le mois d'octobre, alors que j'avais déposé cette motion, je dis que ce devrait être au moins \$6,000, et pour une personne célibataire, de \$3,000.

Le ministre des Finances (M. Turner) s'il était ici me répondrait peut-être qu'il est en faveur d'une telle mesure. Je connais assez son humanisme pour cela. Je suis convaincu que c'est ce qu'il me dirait. Mais il poserait immédiatement une question: Mais où vais-je prendre l'argent pour administrer le pays? Je vais lui donner une petite recette, il pourrait peut-être l'essayer, mais qui donnerait sûrement des résultats.

Monsieur l'Orateur, je tiens à le répéter, la répartition des impôts n'est pas juste, celle des impôts sur le revenu des particuliers. Autrement dit, les impôts sur le revenu provenant du capital, du travail, sont nettement supérieurs au revenu des corporations représenté par le capital argent, ce qui est tout à fait injuste, et c'est pour cela qu'il y a du malaise dans notre société. C'est parce qu'on n'accorde pas suffisamment de justice, d'égalité, entre la récompense vis-à-vis du capital argent et la récompense vis-à-vis du capital travail, et le malaise va s'accroître, monsieur l'Orateur, si l'on ne corrige pas cette situation.

● (1610)

Les corporations, monsieur l'Orateur, peuvent camoufler une partie de leurs revenus sous forme de réserves cachées et sur lesquelles elles ne paient aucun impôt, alors qu'il est impossible pour les particuliers d'en faire autant. C'est un jeu de cache-cache, ce n'est pas équitable dans les deux cas.

Prenons le cas des chefs des petites entreprises tels que les propriétaires de garages, de petits garages, de petites épiceries, de toutes les petites entreprises. Ces personnes travaillent de 15 à 16 heures par jour pour réussir à joindre les deux bouts et souvent l'homme et la femme doivent travailler le même nombre d'heures, car ils ne peuvent s'adjoindre la main-d'œuvre nécessaire au tarif des décrets du ministère du Travail, et à la fin de l'année, ces person-